



Renouvellement partiel et entrée en fonctions de neuf nouveaux Membres de la Cour de justice

Par décisions des 2 septembre 2020, 19 février, 21 avril, 2 juin et 7 juillet 2021, les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne ont renouvelé, pour la période allant du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2027, le mandat de sept juges de la Cour de justice, à savoir MM. Koen Lenaerts, Lars Bay Larsen, Siniša Rodin, François Biltgen, Eugene Regan, Niilo Jääskinen et M^{me} Küllike Jürimäe.

Par décisions des 19 février, 21 avril, 2 juin et 7 juillet 2021, ont été nommés en qualité de juges à la Cour de justice, pour la période allant du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2027, M^{me} Maria Lourdes Arastey Sahún, en remplacement de M^{me} Rosario Silva de Lapuerta, M. Zoltán Csehi, en remplacement de M. Endre Juhász, M^{me} Octavia Spineanu-Matei, en remplacement de M^{me} Camelia Toader, M. Miroslav Gavalec, en remplacement de M. Daniel Šváby, et M. Dimitrios Gratsias, en remplacement de M. Michail Vilaras.

Par décisions des 19 février, 21 avril et 7 juillet 2021, les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne ont renouvelé, pour la période allant du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2027, le mandat de trois avocats généraux de la Cour de justice, à savoir MM. Manuel Campos Sánchez-Bordona, Athanasios Rantos et M^{me} Juliane Kokott.

Par décisions des 21 avril, 7 juillet et 8 septembre 2021 ont été nommés en qualité d'avocats généraux à la Cour de justice, pour la période allant du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2024, M. Anthony Michael Collins, en remplacement de M. Gerard Hogan, et, pour la période allant du 7 octobre 2021 au 6 octobre 2027, M^{me} Laila Medina, en remplacement de M. Henrik Saugmandsgaard Øe, M. Nicholas Emiliou, en remplacement de M. Michal Bobek, et M^{me} Tamara Čapeta, en remplacement de M. Evgeni Tanchev.

À l'occasion, d'une part, de la cessation des fonctions et du départ de M^{me} Rosario Silva de Lapuerta, de MM. Michail Vilaras et Endre Juhász, de M^{me} Camelia Toader et de MM. Daniel Šváby, Henrik Saugmandsgaard Øe, Michal Bobek, Evgeni Tanchev et Gerard Hogan et, d'autre part, de la prestation de serment et de l'entrée en fonctions des nouveaux Membres de l'institution, une audience solennelle se tiendra ce jour au siège de la Cour de justice de l'Union européenne.

L'audience solennelle sera retransmise en direct à partir de 17h30 sur le site accessible à partir du lien suivant : <http://c.connectedviews.com/01/LiveMeetings/cdj>

Présentation des nouveaux Membres

Maria Lourdes Arastey Sahún

Juge

Née en 1959 à Tarragona (Espagne), M^{me} Maria Lourdes Arastey Sahún étudie à l'Universitat de Barcelona (université de Barcelone, Espagne) et y obtient un diplôme de droit en 1983 avant de

suivre, de 1984 à 1985, une formation professionnelle de magistrat au sein de l'Escuela Judicial (École nationale de la magistrature, Espagne).

Elle est nommée juge d'instance auprès du Juzgado de Distrito de Sant Feliu de Llobregat (tribunal de district de Sant Feliu de Llobregat, Espagne) et du Juzgado de Distrito de Barcelona (tribunal de district de Barcelone, Espagne) de 1985 à 1989. En 1989, elle est affectée durant une année au Juzgado de lo Social nº 7 de Barcelona (tribunal du travail et de la sécurité sociale nº 7 de Barcelone, Espagne) et intégrera ensuite la chambre sociale du Tribunal Superior de Justicia de Cataluña (Cour supérieure de justice de Catalogne, Espagne), au sein duquel elle siègera jusqu'en 2009. Elle est nommée au Tribunal Supremo (Cour suprême, Espagne) en qualité de juge à partir de 2009. De 2013 à 2021, elle siège également en tant que juge au Tribunal administratif de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) (Bruxelles, Belgique).

En parallèle à sa carrière judiciaire, M^{me} Lourdes Arastey Sahún se consacre également à des activités d'enseignement. De 1998 à 2008, elle occupe le poste de professeur associé en droit du travail et de la sécurité sociale à l'Universitat de Barcelona. Elle a également été chargée de cours au sein de centres nationaux d'études judiciaires, notamment en Espagne (régulièrement), en Bulgarie (2008) et en Roumanie (2008), ainsi qu'à l'École Juan Carlos I d'Amérique centrale et des Caraïbes (2006). M^{me} Lourdes Arastey Sahún donne des conférences et participe à des séminaires au sein de nombreuses universités. Elle a enfin siégé au sein de plusieurs organes opérant notamment dans les domaines du droit de l'Union, de la formation et de l'examen des compétences des juges ainsi que des modes alternatifs de règlement de conflit.

M^{me} Lourdes Arastey Sahún est nommée juge à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Zoltán Csehi

Juge

Né en 1965 à Budapest (Hongrie), M. Zoltán Csehi obtient un diplôme de droit à l'Eötvös Loránd Tudományegyetem (université de Loránd Eötvös, Hongrie) en 1990 et un diplôme de Master of Laws à la Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg (université Ruprecht Karl de Heidelberg, Allemagne) en 1991. Il poursuit des études de doctorat à l'Eötvös Loránd Tudományegyetem, et soutient une thèse de droit en 2004. Il est également diplômé en histoire de l'art de l'université de l'Eötvös Loránd Tudományegyetem en 1992.

Admis au barreau de Budapest, il mène une carrière d'avocat en Hongrie entre 1995 et 2016. Parallèlement à son activité d'avocat, il est désigné arbitre à la Pénz és Tőkepiaci Állandó Választottbíróóság (Cour permanente d'arbitrage des marchés financiers et des marchés de capitaux, Hongrie) et arbitre ad hoc, de 2004 à 2016.

M. Csehi se consacre par ailleurs à l'enseignement du droit en tant que professeur associé, de 1991 à 2005, puis comme professeur, de 2005 à 2016, à l'Eötvös Loránd Tudományegyetem. Il dispense également son enseignement au sein de la Pázmány Péter Katolikus Egyetem (université catholique Péter Pázmány, Hongrie), en qualité de chef du département de droit commercial de 2007 à 2013, et en tant que professeur depuis 2013. Il y assume ensuite les fonctions de chef du département de droit privé et commercial de 2013 à 2016, et de professeur de recherche en droit privé et commercial depuis 2017, ainsi que de chef du département de droit civil depuis 2018. Depuis 2013, il est professeur invité à l'université catholique de Lyon (France).

M. Csehi est nommé juge au Tribunal le 13 avril 2016. Il y siège pendant cinq années avant d'être nommé à la Cour de justice en cette qualité le 7 octobre 2021.

Octavia Spineanu-Matei

Juge

Née en 1967 à Vălenii de Munte (Roumanie), M^{me} Octavia Spineanu-Matei obtient une licence de droit à l'Universitatea Alexandru Ioan Cuza din Iași (université Alexandru Ioan Cuza, Roumanie)

(diplôme de mérite) en 1990 et un doctorat en droit à l'Academia de Poliție « Alexandru Ioan Cuza » (Académie de police « Alexandru Ioan Cuza », Roumanie) en 1999.

En 1991, elle entame sa carrière professionnelle en tant que juge à la Judecătoria sectorului 4 București (tribunal de première instance du 4^e arrondissement de Bucarest, Roumanie) et y exerce ces fonctions jusqu'en 1996. De 1996 à 1999, elle siège en qualité de juge au Tribunalul București (tribunal de grande instance de Bucarest, Roumanie), dont elle est présidente de section civile entre 1997 et 1999. Après avoir intégré la Curtea de Apel București (cour d'appel de Bucarest, Roumanie) en tant que juge de 1999 à 2005, et présidente de section civile de 1999 à 2003, elle est nommée juge à l'Înalta Curte de Casație și Justiție (Haute Cour de cassation et de justice, Roumanie) de 2006 à 2016.

De 2006 à 2016, M^{me} Spineanu-Matei est désignée membre externe de la grande chambre de recours de l'Office européen des brevets à Munich (Allemagne).

Depuis 1997, elle se consacre également à la formation des magistrats et des auditeurs de justice roumains en tant que formatrice à l'Institutul Național al Magistraturii (Institut national de la magistrature, Roumanie), dont elle est également membre du conseil scientifique puis, de 2011 à 2016, directrice. Elle a par ailleurs siégé au conseil de direction de la Școala Națională de Grefieri (École nationale des greffiers, Roumanie). De 2012 à 2016, elle est membre du conseil de l'école doctorale de l'Universitatea din București (université de Bucarest, Roumanie). Co-auteure de plusieurs ouvrages et auteure de nombreux articles dans le domaine juridique, elle intervient régulièrement à des conférences nationales et internationales.

M^{me} Spineanu-Matei est nommée juge au Tribunal le 19 septembre 2016. Elle y siège durant cinq années avant d'être nommée juge à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Miroslav Gavalec

Juge

Né en 1961 à Zlín (Tchécoslovaquie), M. Miroslav Gavalec obtient d'abord un diplôme d'ingénieur mécanicien dans les domaines des machines thermiques et des équipements nucléaires à la České vysoké učení technické v Praze (université polytechnique de Prague, Tchécoslovaquie), et exerce diverses fonctions dans le secteur nucléaire de 1986 à 1991.

Son intérêt pour les sciences sociales l'amène par la suite à suivre, de 1990 à 1995, des études de droit à l'Univerzita Komenského v Bratislave (université Comenius de Bratislava, Slovaquie), où il obtient, en 1995, un diplôme de droit « Magister », puis le titre de docteur en droit (PhD) en 2010.

En 2001, il est nommé juge aux affaires commerciales et familiales et juge du contentieux administratif à l'Okresný súd Bratislava III (tribunal de district de Bratislava III, Slovaquie). Il y siège jusqu'en 2005, année durant laquelle il rejoint le Najvyšší súd Slovenskej republiky (Cour suprême de la République slovaque), au sein duquel il siègera d'abord en tant que juge de la section administrative et, à partir de 2009, en tant que président de la 1^{ère} chambre de la section administrative.

En parallèle à sa carrière judiciaire, M. Gavalec se consacre également à des activités d'enseignement. Entre 2005 et 2011, il est chargé de cours à l'Institut de sciences économiques et de gestion de la Paneurópska vysoká škola (École supérieure paneuropéenne, Slovaquie). De 2006 à 2014, il est chargé de cours aux Instituts de droit administratif et de droit privé de la Paneurópska vysoká škola.

M. Gavalec est par ailleurs membre du Forum des juges de l'Union européenne pour l'environnement de 2005 à 2020, et fait partie, entre 2006 et 2015, de l'Association européenne des juges administratifs.

M. Gavalec est nommé juge à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Dimitrios Gratsias

Juge

Né en 1957 à Athènes (Grèce), M. Dimitrios Gratsias obtient une maîtrise de droit à l'Ethniko kai Kapodistriako Panepistimio Athinon (université nationale et capodistrienne d'Athènes, Grèce) en 1980 ainsi qu'un diplôme d'études approfondies (DEA) en droit public à l'université de Paris I, Panthéon-Sorbonne (France) en 1981. L'année suivante, le Centre universitaire d'études communautaires et européennes (Université Paris I, France) lui décerne un certificat d'études en droit communautaire.

En 1985, M. Gratsias entame sa carrière professionnelle au Symvoulío tis Epikrateias (Conseil d'État, Grèce), où il assume les fonctions d'auditeur jusqu'en 1992. Il est ensuite nommé, en 1992, maître des requêtes, puis conseiller d'État en 2005. Parallèlement à ces fonctions, il est désigné membre associé à l'Anotato Eidiko Dikastirio (Cour suprême spéciale, Grèce) pour deux années (1998, 1999) et siège, en 2006, à l'Eidiko Dikastirio Agogon Kakodikias (Cour spéciale des affaires de prise à partie, Grèce). En 2008, il siège, en qualité de membre, à l'Anotato Dikastiko Symvoulío Dioikitikis Dikaiosis (Conseil supérieur de la magistrature administrative, Grèce). Pendant l'année judiciaire 2009-2010, il exerce les fonctions d'inspecteur des tribunaux administratifs.

Entre 1994 et 1996, M. Gratsias rejoint la Cour de justice en tant que référendaire au sein du cabinet de l'avocat général Georges Cosmas.

M. Gratsias a été juge au Tribunal entre le 25 octobre 2010 et le 6 octobre 2021 et y a assumé les fonctions de président de chambre dans le cadre de deux mandats successifs, du 18 septembre 2013 au 30 septembre 2019. Il est nommé juge à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Anthony Michael Collins

Avocat général

Né en 1960 à New Haven (États-Unis), M. Anthony Michael Collins obtient un diplôme en sciences juridiques au Trinity College Dublin (Irlande) en 1984 et obtient son diplôme de Barrister-at-law à la Honourable Society of King's Inns (Dublin) en 1986.

Il mène sa carrière professionnelle au barreau d'Irlande en tant que Barrister-at-law, de 1986 à 1990 et de 1997 à 2003 puis, en qualité de Senior Counsel, de 2003 à 2013. Il suspend temporairement son activité de Barrister-at-law entre 1990 et 1997 pour rejoindre la Cour de justice des Communautés européennes en qualité de référendaire auprès des juges Thomas Francis O'Higgins (de 1990 au 1991) et John L. Murray (de 1991 au 1997). Il est désigné membre de la délégation permanente du Conseil des barreaux européens (CCBE) auprès de la Cour de justice et de la Cour de justice de l'Association européenne de libre-échange (AELE) entre 2006 et 2013. Depuis 2015, il occupe en outre un poste de professeur associé en droit de l'Union auprès du University College Cork (collège universitaire de Cork, Irlande). Il est l'auteur de nombreux publications et ouvrages en droit administratif irlandais et en droit de l'Union.

M. Collins est nommé juge au Tribunal le 16 septembre 2013 et y assure, dans le cadre des deux mandats qui lui ont été confiés, les fonctions de président de chambre du 21 septembre 2016 au 6 octobre 2021. Il est nommé avocat général à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Laila Medina

Avocate générale

Née en 1971 à Jelgava (Lettonie), M^{me} Laila Medina étudie à la IMO International Maritime Law Institute (OMI Institut de droit maritime international, Malte) et y obtient un master en droit maritime international en 1995. Un an plus tard, elle se voit délivrer un certificat d'aptitude à la profession d'avocat par la Latvijas Universitāte (université de Lettonie). Elle obtient ultérieurement, en 2002,

un master en droit de l'Union à la Rīgas Juridiskā augstskola (École supérieure de droit de Riga, Lettonie).

Dès 1995, elle intègre les services du ministère des Transports letton en tant que cheffe de la division juridique et directrice adjointe du département maritime. Elle y exerce ces fonctions jusqu'en 2002, année de sa nomination, au sein de ce ministère, au poste de conseillère du secrétaire d'État pour les affaires européennes.

De 2004 à 2005, M^{me} Medina occupe le poste de cheffe adjointe du bureau des affaires européennes à la Chancellerie d'État de la République de Lettonie.

En 2005, elle intègre les services du ministère de la Justice letton en qualité de directrice du département de planification des politiques. À compter de 2006, elle assume au sein du ministère de la Justice les fonctions de secrétaire d'État adjointe pour la politique sectorielle, puis celles de secrétaire d'État adjointe pour la politique juridique de 2009 à 2021.

La carrière de M^{me} Medina comporte également des activités d'enseignement. Entre 1998 et 2006, elle est chargée de cours en droit européen et en droit institutionnel de l'Union européenne à la Valsts administrācijas skola (École d'administration publique, Lettonie). En 2012, elle dispense des formations à des magistrats et des notaires portant sur le règlement Rome III. Enfin, depuis 2008, elle est membre du conseil de la faculté de droit de la Biznesa augstskola Turība (École supérieure des affaires « Turība », Lettonie).

M^{me} Medina est nommée avocate générale à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Nicholas Emiliou

Avocat général

Né à Famagouste (Chypre), M. Nicholas Emiliou étudie à l'Ethnikó ke Kapodistriakó Panepistímio Athinón (université nationale et capodistrienne d'Athènes, Grèce) dont il sort titulaire d'un diplôme en droit en 1986. Il poursuit ses études à la London School of Economics and Political Science (école d'économie et de sciences politiques de Londres, Royaume-Uni) et y obtient un master en droit européen en 1987. En 1991, il devient docteur en droit diplômé de la University College London (University College de Londres, Royaume-Uni).

C'est au sein de cette université qu'il entame sa carrière universitaire en tant que chercheur adjoint, de 1988 à 1991. Il assume ensuite des charges d'enseignement en droit européen à la University of Southampton (université de Southampton, Royaume-Uni) de 1991 à 1993, puis à la Queen Mary and Westfield College, University of London (Queen Mary and Westfield College, université de Londres, Royaume-Uni), de 1993 à 1994. Entre 1995 et 1997, il est titulaire de la chaire Jean Monnet en intégration européenne à la University of Durham (université de Durham, Royaume-Uni). De 1994 à 1997, en parallèle à ces activités, M. Emiliou est directeur de recherche honoraire (Honorary Senior Research Fellow) de la University College London et conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères de Chypre.

Entre 1997 et 1998, il est ministre plénipotentiaire au département de l'Union européenne du ministère des Affaires étrangères de Chypre puis, de 1998 à 1999, délégué permanent adjoint de la République de Chypre auprès de l'Union européenne.

De 1999 à 2002, M. Emiliou est ambassadeur plénipotentiaire et extraordinaire de la République de Chypre en Irlande.

Entre 2002 et 2004, il exerce les fonctions de représentant permanent de la République de Chypre auprès du Conseil de l'Europe et représentant du gouvernement de Chypre dans les affaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme. En 2004, il est nommé représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Union européenne et exerce ces fonctions jusqu'en 2008.

M. Emiliou est alors désigné secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères de Chypre, fonctions qu'il assume jusqu'en 2012.

Entre 2012 et 2017, il devient représentant permanent de la République de Chypre auprès des Nations unies à New York, avant d'être rappelé dans les fonctions de représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Union européenne, de 2017 à 2021. Il siège par ailleurs au Groupe d'arbitres de la Cour permanente d'arbitrage à la Haye (Pays-Bas), de 1995 à 2016.

M. Emiliou est nommé avocat général à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Tamara Čapeta

Avocate générale

Née en 1967 à Zagreb (Croatie), M^{me} Tamara Čapeta entame ses études de droit à la Sveučilište u Zagrebu (université de Zagreb, Croatie), dont elle obtient un diplôme en droit en 1991. Elle poursuit ses études au Collège d'Europe à Bruges (Belgique) où elle obtient, en 1993, un master en études européennes avancées. De retour à la Sveučilište u Zagrebu, elle entreprend la rédaction d'une thèse et devient docteur en droit en 2001.

M^{me} Čapeta débute sa carrière professionnelle en 1992 en tant que fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères croate, au sein du département pour l'intégration européenne et du département des agences de l'ONU possédant un siège en Europe. Entre 1994 et 1997, elle effectue un travail de recherche sur le processus d'intégration européenne à l'Institut za razvoj i međunarodne odnose (Institut pour le développement et les relations internationales, Croatie).

Elle entame une carrière universitaire en 1997, en qualité d'assistante universitaire au sein du département de droit commercial et de commerce international de la faculté d'économie à la Sveučilište u Zagrebu. Depuis 2002, elle est professeure à la faculté de droit à la Sveučilište u Zagrebu, où elle a été l'un des membres fondateurs du département de droit public européen.

De 2013 à 2014, M^{me} Čapeta est nommée cheffe de l'unité de traduction de langue croate auprès de la direction générale du Multilinguisme de la Cour de justice de l'Union européenne, période à l'issue de laquelle elle reprendra son activité d'enseignement à la Sveučilište u Zagrebu. De 2015 à 2021, elle y est nommée cheffe du département de droit public européen et directrice du programme d'études de troisième cycle en droit européen. Fondatrice, en 2018, du Centre d'excellence Jean Monnet, se consacrant à la recherche sur l'État de droit, elle en assume les fonctions de coordinatrice de 2018 à 2021.

M^{me} Čapeta est l'auteure de nombreuses publications dans le domaine du droit de l'Union. Elle est fondatrice d'une revue internationale en droit de l'Union, la seule existante à ce jour en Croatie, dont elle est également rédactrice en chef de 2010 à 2015. En parallèle à son activité d'enseignement à la Sveučilište u Zagrebu, elle est, entre 2005 et 2010, professeure invitée en droit de l'Union dans le cadre du Programme d'échanges de la faculté de droit de l'Indiana University (université de l'Indiana, États-Unis) puis, en 2016, à la University of Pittsburgh (université de Pittsburgh, États-Unis) et à la Zhōngguó Zhèngfǎ Dàxué (université chinoise des sciences politiques et du droit, Chine). Elle dispense également son enseignement à des juges et des fonctionnaires croates dans le cadre de programmes de formation continue en droit de l'Union, organisés par la Pravosudna akademija (Académie judiciaire, Croatie) et la Državna škola za javnu upravu (École d'État d'administration publique, Croatie).

En 2020, M^{me} Čapeta a été nommée par un comité mixte de l'Union européenne pour siéger comme membre du groupe spécial d'arbitrage au titre de l'accord de retrait du Royaume-Uni, fonctions qu'elle a cessé d'assumer à la suite de sa nomination en tant qu'avocate générale à la Cour de justice.

M^{me} Tamara Čapeta est nommée avocate générale à la Cour de justice le 7 octobre 2021.

Contact presse : Amanda Nouvel 📞 (+352) 4303 2524.